

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C – 2021/33462]

30 JUILLET 2021. — Loi modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, concernant la communication électronique des pièces de procédure et l'adaptation de la procédure purement écrite existante devant le Conseil du Contentieux des étrangers (1)

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

La Chambre des représentants a adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Chapitre 1^{er}. — *Disposition générale*

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

Chapitre 2. — *Modifications de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers*

Art. 2. À l'article 39/57-1 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, inséré par la loi du 29 décembre 2010 et modifié en dernier lieu par la loi du 18 décembre 2015, dont le texte actuel formera le paragraphe 1^{er}, les modifications suivantes sont apportées:

1° dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 2, les mots "ou par télécopie" et la deuxième phrase commençant par les mots "Si une partie a élu domicile" et finissant par les mots "autre adresse électronique à cet effet." sont abrogés;

2° le paragraphe § 1^{er}, alinéa 3, est abrogé;

3° dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 4, les mots "par télécopie," sont abrogés;

4° l'article est complété par un paragraphe 2 rédigé comme suit:

"§ 2. Toutes les pièces de procédure sont transmises au Conseil selon des modalités déterminées par arrêté royal délibéré en Conseil des ministres. L'arrêté royal prévoit, entre autres, un mode d'envoi électronique qui garantit la confidentialité et l'efficacité de la communication."

Art. 3. Dans l'article 39/58, alinéa 4, de la même loi, remplacé par la loi du 8 mai 2013, les mots "par envoi recommandé" sont remplacés par les mots "et de la manière prévue à l'article 39/57-1, § 2."

Art. 4. Dans l'article 39/68-3, § 3, de la même loi, inséré par la loi du 2 décembre 2015, les mots "par l'article 39/73, § 2, ou 39/74." sont remplacés par les mots "par l'article 39/73, § 2, 39/73-2, § 3, ou 39/74."

Art. 5. Dans l'article 39/69, § 1^{er}, de la même loi, modifié en dernier lieu par la loi du 26 avril 2017, les modifications suivantes sont apportées:

1° dans l'alinéa 3, le 7° est abrogé;

2° dans l'alinéa 4, le mot "7°" est abrogé.

Art. 6. Dans l'article 39/72, § 1^{er}, de la même loi, inséré par la loi du 15 septembre 2006 et modifié en dernier lieu par la loi du 17 décembre 2017, l'alinéa 2 est abrogé.

Art. 7. Dans la même loi, il est inséré un article 39/73-2 rédigé comme suit:

"§ 1^{er}. Chaque partie peut demander au Conseil de recourir à une procédure purement écrite, selon les cas, dans la requête, dans la note d'observations, dans la notification qu'elle ne souhaite pas déposer de mémoire de synthèse ou dans le mémoire de synthèse.

En cas d'application de l'alinéa 1^{er}, l'intitulé de la pièce de procédure porte également la mention "demande de traitement au moyen de la procédure purement écrite".

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C – 2021/33462]

30 JULI 2021. — Wet tot wijziging van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, aangaande de elektronische communicatie van procedurestukken en het aanpassen van de bestaande louter schriftelijke procedure bij Raad voor Vreemdelingenbetwistingen (1)

FILIP, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamer van volksvertegenwoordigers heeft aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Hoofdstuk 1. — *Algemene bepaling*

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

Hoofdstuk 2. — *Wijzigingen van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen*

Art. 2. In artikel 39/57-1 van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, ingevoegd bij de wet van 29 december 2010 en laatstelijk gewijzigd bij de wet van 18 december 2015, waarvan de bestaande tekst paragraaf 1 zal vormen, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1, tweede lid, worden de woorden "of bij fax" en de tweede zin, die aanvangt met de woorden "Indien een partij woonplaats heeft gekozen" en die eindigt met de woorden "ander elektronisch adres hiertoe heeft opgegeven." opgeheven;

2° paragraaf 1, derde lid, wordt opgeheven;

3° in paragraaf 1, vierde lid, worden de woorden "per fax," opgeheven;

4° het artikel wordt aangevuld met een paragraaf 2, luidende:

"§ 2. Alle processtukken worden aan de Raad toegezonden op een bij koninklijk besluit, vastgesteld na overleg in de Ministerraad, bepaalde wijze. Het koninklijk besluit voorziet hierbij onder meer een wijze van elektronische verzending, waarbij de vertrouwelijkheid en effectiviteit van de communicatie worden verzekerd."

Art. 3. In artikel 39/58, vierde lid, van dezelfde wet, vervangen bij de wet van 8 mei 2013, worden de woorden "bij aangetekende zending", vervangen door de woorden "op de wijze als bepaald in artikel 39/57-1, § 2."

Art. 4. In artikel 39/68-3, § 3, van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 2 december 2015, worden de woorden "artikel 39/73, § 2, of 39/74." vervangen door de woorden "artikel 39/73, § 2, 39/73-2, § 3, of 39/74."

Art. 5. In artikel 39/69, § 1, van dezelfde wet, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 26 april 2017, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het derde lid worden de bepalingen onder 7° opgeheven;

2° in het vierde lid wordt het woord "7°," opgeheven.

Art. 6. In artikel 39/72, § 1, van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 15 september 2006 en laatstelijk gewijzigd bij de wet van 17 december 2017, wordt het tweede lid opgeheven.

Art. 7. In dezelfde wet wordt een artikel 39/73-2 ingevoegd, luidende:

"§ 1. Elke partij kan de Raad verzoeken om gebruik te maken van een louter schriftelijke procedure in, naar gelang van het geval, het verzoekschrift, de nota met opmerkingen, de kennisgeving dat zij geen syntheseseminarie wenst neer te leggen of de syntheseseminarie.

Bij toepassing van het eerste lid vermeldt het opschrift van het procedurestuk ook "verzoek tot behandeling via een louter schriftelijke procedure".

§ 2. Le greffe informe sans délai la partie adverse de la demande de traitement au moyen d'une procédure purement écrite, en même temps qu'il lui communique, selon le cas, une copie de la requête, de la note d'observations, de la notification que la partie requérante ne déposera pas de mémoire de synthèse ou du mémoire de synthèse. Si la partie adverse ne s'oppose pas à la demande de traitement au moyen d'une procédure purement écrite dans les quinze jours suivant l'envoi du greffe, elle est présumée y acquiescer. Dans ce cas, le président de chambre ou le juge qu'il a désigné examine en priorité le recours et statue sur la base du dossier administratif et des pièces de procédure, sauf s'il estime nécessaire d'entendre les remarques orales des parties, auquel cas l'article 39/74 s'applique.

§ 3. Lorsque le président de chambre ou le juge qu'il a désigné acquiesce à la demande de traitement au moyen d'une procédure purement écrite, il en informe les parties et fixe, par ordonnance, la date de la clôture des débats. Cette date est fixée au moins huit jours après la date de l'envoi de l'ordonnance. Les parties peuvent déposer une note de plaidoirie jusqu'au jour fixé pour la clôture des débats.

Si une note de plaidoirie est déposée, le greffe la notifie sans délai à la partie adverse. Dans ce cas, l'arrêt est rendu au plus tôt huit jours après la date de clôture des débats."

Art. 8. Dans la même loi, il est inséré un article 39/73-3 rédigé comme suit:

"§ 1er. Lorsque des circonstances exceptionnelles limitent significativement la tenue des audiences, le Roi peut décider par un arrêté délibéré en Conseil des ministres que durant une période qu'il détermine, qui n'excède pas six mois, renouvelable de la même manière, la possibilité de demander à être entendu, suite à une ordonnance telle que visée à l'article 39/73, § 2, est remplacée par la possibilité d'adresser une note de plaidoirie.

§ 2. Si aucune des parties n'a communiqué de note de plaidoirie dans les quinze jours suivant l'envoi de l'ordonnance, elles sont censées donner leur consentement au motif indiqué dans l'ordonnance et, selon le cas, le recours est suivi ou rejeté.

§ 3. Si une des parties a adressé une note de plaidoirie dans les quinze jours suivant l'envoi de l'ordonnance, le président de chambre ou le juge qu'il a désigné la prend en considération et statue sans délai ou ordonne la réouverture des débats.

S'il ordonne la réouverture des débats, il invite la partie qui n'a pas déposé de note de plaidoirie à en déposer une dans les quinze jours de l'envoi de l'ordonnance, en joignant une copie de la note de plaidoirie déjà déposée. À l'expiration de ce délai, il clôt les débats et prend l'affaire en délibéré.

§ 4. Pendant la période prévue par le Roi conformément au paragraphe 1er, alinéa 1er, le président de chambre ou le juge qu'il a désigné, peut, par dérogation à des dispositions contraires, traiter les recours et les demandes visés aux articles 39/77, 39/77/1, 39/82, § 4, alinéa 2, 39/84 et 39/85 sans audience publique, après que toutes les parties aient pu communiquer leur note d'observations ou leur note complémentaire telle que visée à l'article 39/76, § 1, alinéa 2.

En cas d'application de l'alinéa 1er, le président de chambre ou le juge qu'il a désigné organise, par ordonnance, les délais d'échange de pièces. Il prévoit également la possibilité de répliquer à la note d'observations."

Art. 9. Dans l'article 39/74 de la même loi, inséré par la loi du 15 septembre 2006, les mots "Lorsqu'il n'est pas fait application de l'article 39/73," sont remplacés par les mots "Lorsqu'il n'est pas fait application d'une procédure visée dans les articles 39/73, 39/73-2 ou 39/73-3,".

Art. 10. Dans l'article 39/81 de la même loi, modifié en dernier lieu par la loi du 17 décembre 2017, les modifications suivantes sont apportées:

1° dans l'alinéa 1er, deux tirets rédigés comme suit sont insérés entre les quatrième et cinquième tirets:

"— 39/73-2;

— 39/73-3;"

§ 2. De griffie stelt de tegenpartij onverwijld op de hoogte van het verzoek tot behandeling via een louter schriftelijke procedure op het zelfde ogenblik dat zij, al naar gelang het geval, een kopie overmaakt van het verzoekschrift, van de nota met opmerkingen, van de kennisgeving dat de verzoekende partij geen synthesememorie zal neerleggen of van de synthesememorie. Indien de tegenpartij binnen de vijftien dagen na de verzending door de griffie geen bezwaar maakt tegen het verzoek tot behandeling via een louter schriftelijke procedure, wordt zij geacht hiermee in te stemmen. In dat geval onderzoekt de kamervoorzitter of de door hem aangewezen rechter het beroep bij voorrang en doet hij uitspraak op grond van het administratieve dossier en de procedurerestukken, tenzij hij het nodig acht de mondelinge opmerkingen van de partijen te horen, in welk geval artikel 39/74 wordt toegepast.

§ 3. Wanneer de kamervoorzitter of de door hem aangewezen rechter instemt met het verzoek tot het gebruik van een louter schriftelijke procedure, stelt hij de partijen hiervan in kennis en stelt hij, bij beschikking, de datum vast waarop de debatten worden gesloten. Deze datum ligt minstens acht dagen na de datum van verzending van de beschikking. Partijen kunnen tot op de dag van het sluiten van de debatten een pleitnota indienen.

Indien er een pleitnota wordt ingediend, brengt de griffie deze onverwijld ter kennis aan de tegenpartij. In dit geval wordt het arrest niet eerder gewezen dan acht dagen na de sluiting van de debatten."

Art. 8. In dezelfde wet wordt een artikel 39/73-3 ingevoegd, luidende:

"§ 1. Wanneer uitzonderlijke omstandigheden het houden van een zitting, op aanzienlijke wijze beperken, kan de Koning bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad bepalen dat gedurende een door Hem vastgestelde periode, die niet langer is dan zes maanden, verlengbaar op dezelfde wijze, de mogelijkheid om te vragen om te worden gehoord, ingevolge een beschikking als bedoeld in artikel 39/73, § 2, vervangen wordt door de mogelijkheid om een pleitnota over te maken.

§ 2. Indien geen der partijen een pleitnota heeft overgemaakt binnen de vijftien dagen volgend op de verzending van de beschikking, dan worden zij geacht in te stemmen met de in de beschikking opgenomen grond en wordt naargelang het geval het beroep ingewilligd of verworpen.

§ 3. Indien één der partijen een pleitnota heeft overgemaakt binnen de vijftien dagen volgend op de verzending van de beschikking, dan neemt de kamervoorzitter of de door hem aangewezen rechter deze mee in overweging en doet hij onverwijld uitspraak of beveelt hij de heropening van de debatten.

In het geval hij de heropening van de debatten beveelt, nodigt hij de partij die geen pleitnota heeft ingediend uit er één neer te leggen binnen de vijftien dagen na de verzending van de beschikking, waarbij een afschrift van de reeds ingediende pleitnota wordt gevoegd. Bij het verstrijken van deze termijn, sluit hij de debatten en neemt hij de zaak in beraad.

§ 4. Gedurende de in de eerste paragraaf, eerste lid door de Koning vastgelegde periode, kan de kamervoorzitter of de door hem aangewezen rechter, in afwijking van andersluidende bepalingen de beroepen en de vorderingen bedoeld in de artikelen 39/77, 39/77/1, 39/82, § 4, tweede lid, 39/84 en 39/85 zonder openbare terechtzitting behandelen, nadat alle partijen, hun nota met opmerkingen of hun aanvullende nota als bedoeld in artikel 39/76, § 1, tweede lid, hebben kunnen overmaken.

Indien toepassing wordt gemaakt van het eerste lid, organiseert de kamervoorzitter of de door hem aangewezen rechter via een beschikking het tijds kader voor de uitwisseling van de stukken. Hij voorziet hierbij ook een repliekmogelijkheid op de nota met opmerkingen."

Art. 9. In artikel 39/74 van dezelfde wet, ingevoegd bij de wet van 15 september 2006, worden de woorden "Indien artikel 39/73 niet wordt toegepast," vervangen door de woorden "Indien geen toepassing wordt gemaakt van een procedure als bedoeld in de artikelen 39/73, 39/73-2 of 39/73-3,".

Art. 10. In artikel 39/81 van dezelfde wet, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 17 december 2017, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid, worden tussen het vierde en het vijfde streepje twee streepjes ingevoegd, luidende:

"— 39/73-2;

— 39/73-3;"

2° dans l'alinéa 2, la dernière phrase commençant par les mots "Si la note d'observation originale" et finissant par les mots "fixées par un arrêté royal." est abrogée;

3° dans l'alinéa 3, les mots "si ni l'article 39/73" sont remplacés par les mots "si ni les articles 39/73, 39/73-2 ou 39/73-3";

4° les alinéas 8, 9, 10, 11 et 12 sont abrogés.

Chapitre 3. — *Disposition transitoire*

Art. 11. Lorsque toutes les pièces de procédure ont déjà été envoyées au Conseil avant l'entrée en vigueur de la présente loi, le président de chambre ou le juge qu'il a désigné peut inviter les parties à recourir à la procédure purement écrite.

Dans ce cas, il invite les parties, par ordonnance, à indiquer endéans les quinze jours après l'envoi de ladite ordonnance, si elles acceptent de recourir à cette procédure. Si aucune des parties ne demande à être entendue, celles-ci sont censées acquiescer et la procédure se déroule conformément à l'article 39/73-2 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers tel qu'inséré par l'article 7.

Chapitre 4. — *Entrée en vigueur*

Art. 12. L'entrée en vigueur de l'article 2, 1°, 2° et 3°, est déterminée par le Roi.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à L'île d'Yeu, le 30 juillet 2021.

PHILIPPE

Par le Roi :

La Ministre de l'Intérieur,
A. VERLINDEN

Le Secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration,
S. MAHDI

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,

V. VAN QUICKENBORNE

—
Note

(1) Chambre des représentants (www.lachambre.be) :
Documents :55-2034

2° in het tweede lid wordt de laatste zin, die aanvangt met de woorden "Op straffe van niet-ontvankelijkheid van de nota met opmerkingen" en die eindigt met de woorden "bepaalde wijze overgezonden." opgeheven;

3° in het derde lid worden de woorden "indien artikel 39/73 niet wordt toegepast," vervangen door de woorden "indien de artikelen 39/73, 39/73-2 of 39/73-3 niet worden toegepast,";

4° het achtste, het negende, het tiende, het elfde en het twaalfde lid worden opgeheven.

Hoofdstuk 3. — *Overgangsbepaling*

Art. 11. Wanneer alle procedurestukken reeds vóór de inwerkingtreding van deze wet aan de Raad werden toegezonden, kan de kamervoorzitter of de door hem aangewezen rechter de partijen uitnodigen om gebruik te maken van de louter schriftelijke procedure.

In dit geval nodigt hij, via een beschikking, de partijen uit om binnen de vijftien dagen na de verzending van deze beschikking aan te geven of zij ermee instemmen van deze procedure gebruik te maken. Indien geen van de partijen verzoekt te worden gehoord, worden zij geacht ermee in te stemmen en wordt de procedure gevoerd overeenkomstig artikel 39/73-2 van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, zoals ingevoegd bij artikel 7.

Hoofdstuk 4. — *Inwerkingtreding*

Art. 12. De inwerkingtreding van artikel 2, 1°, 2° en 3°, wordt vastgesteld door de Koning.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te L'île d'Yeu, 30 juli 2021.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Binnenlandse Zaken,
A. VERLINDEN

De Staatssecretaris voor Asiel en Migratie,
S. MAHDI

Met 's Lands zegel gezegeld:

De Minister van Justitie,

V. VAN QUICKENBORNE

—
Nota

(1) Kamer van volksvertegenwoordigers (www.dekamer.be) :
Documenten : 55-2034

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C - 2021/33463]

21 NOVEMBRE 2021. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 21 décembre 2006 fixant la procédure devant le Conseil du Contentieux des Etrangers relatif à la communication électronique des pièces de procédure

RAPPORT AU ROI

Sire,

1. Commentaire général

Cet arrêté vise à introduire comme nouvelle modalité d'envoi au Conseil du Contentieux des Etrangers (ci-après « le Conseil ») le système informatique de la Justice en matière de notification, communication ou dépôt auprès notamment des cours ou tribunaux, prévu par l'article 32ter du Code judiciaire.

En effet, le Conseil requiert une communication électronique à la fois performante et sécurisée avec les différentes parties. Par ailleurs, il est nécessaire de trouver une solution urgente afin de remplacer la télécopie comme moyen de communication dans la procédure d'extrême urgence et dans les procédures accélérées prévues par les articles 39/77 et 39/77/1 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (ci-après « la loi du 15 décembre 1980 »).

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C - 2021/33463]

21 NOVEMBER 2021. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 21 december 2006 houdende de rechtspleging voor de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen, aangaande de elektronische communicatie van procedurestukken

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

1. Algemene commentaar

Onderhavig besluit heeft tot doel het informaticasysteem van Justitie voor de kennisgeving, mededelingen of neerleggingen bij onder meer de hoven of rechtbanken, als voorzien in artikel 32ter van het Gerechtelijk Wetboek, als een nieuwe bijkomende verzendingsmodaliteit bij de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen (hierna de Raad) te introduceren.

De Raad heeft immers nood aan een performante en veilige elektronische communicatie met de verschillende partijen. Tevens is er nood aan een dringende oplossing voor de vervanging van de fax als communicatiemiddel in de procedure bij uiterst dringende noodzakelijkheid en de versnelde procedures als voorzien in de artikelen 39/77 en 39/77/1 van de wet van 15 december 1980, betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen (hierna de wet van 15 december 1980).